France-soir

6e DERNIERE

DEFENSE DE LA FRANCE . FONDE SOUS L'OCCUPATION (14 JUILLET 1941)

4e Année. — N° 364. — 2 fr. VENDREDI 24 AOUT 1945 100, rue Réaumur (Gut. 80-60) E

MINISTERE DE L'INFORMATION 24-VIII-1945 PÉRIODIQUES

Nos envoyés spéciaux à Washington
PERTINAX, P. DENOYER et G.-H. MARTIN nous câblent :

TRUMAN et DE GAULLE PARLENT DE L'INDOCHINE

Le général s'entretiendra avec les chefs des missions françaises avant d'aborder les conversations sur les problèmes économiques

WASHINGTON, 23 août (via Radio-France) **LE CABLE DE PIERRE DENOYER**

APRES un voyage sans incident, le général de Gaulle est arrivé mercredi à 16 heures (heure américaine) à Washnigton. Dans une atmosphère saturée d'humidité, le soleil dardait ses rayons brûlants. Bientôt, dans la buée, apparut la silhouette grise de l'appareil du général. Le gros quadrimoteur aux cocardes françaises, arborant au-dessus de la carlingue le drapeau tricolore à croix de Lorraine, se posait doucement sur la piste. Une petite auto rouge le précédant à travers le terrain le conduisait jusque devant le peloton des officiels, savamment aligné par ordre d'importance sur trois rangs de profondeur par un service d'ordre.

Des cadets français, en uniforme kaki, qui suivent des cours d'élèves-pilotes dans les environs se portent à sa hauteur. Ils forment une haie d'honneur entre laquelle le général de Gaulle, descendant de carlingue avec nonchalance, passe pour aller rejoindre le carré des personnalités officielles. Il est vêtu d'un uniforme léger kaki clair. Son pantalon long tombe impeccablement. Sur une vareuse aux manches un peu trop longues, il n'arbore aucune décoration. Le visage reposé ne porte aucune trace de fatigue, pas même celle du voyage.

Le chef du protocole américain lui présente les principales personnalités officielles tandis que notre ambassadeur Henri Bonnet les nomme à M. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, qui le suit. Il serre des mains, dit un mot affectueux aux amis qu'il retrouve.

Le général sourit à la foule enthousiaste

Paul Gilson, représentant de la radiodiffusion française, le poursuit, un micro à la main, et lui demande de dire quelques mots. Il se retourne. Sans la moindre hésitation, ni le moindre embarras, il fait en anglais une courte déclaration, d'une voix nette et forte, pour remercier l'Amérique de ce qu'elle a fait soulèvent l'enthousiasme de l'assistance, jusque là compassée, qui éclate en applaudissements. Les photographes le mitraillent. Le général se prête avec bonne grâce à leurs exigences, et — miracle ! — un large sourire s'épanouit sur sa physionomie si tendue habituellement. De nouveaux applaudissements saluent ce signe de bonne humeur. Puis le cortège monte dans les voitures officielles qui se sont avancées jusque sur le terrain.

Où est Philippe de Gaulle ?

L'un des dignitaires de seconde zone, resté sur place, demande : « Mais où est Philippe de Gaulle ? On avait pourtant dit qu'il devait venir à l'aérodrome. » Il était bien là, en effet, dans un blanc impeccable, et bien reconnaissable, tant par sa grande taille que par son étonnante ressemblance avec son père. Mais, modestement, il s'est tenu derrière tout le monde. Il est arrivé avant-hier soir à Washington. Hier soir, il était au dîner de la Maison-Blanche, il va loger à Blair House. Nous parlons de Chapel Hill, en Caroline du Nord, où il suit un cours avec un groupe de pilotes de marine. L'entraînement y est toujours aussi dur, la discipline aussi stricte que lorsque j'y suis passé il y a quelques mois, mais il ne s'en plaint pas. Le premier, il a reconnu, dans le ciel, l'avion du général qu'il n'a pourtant ja-

2 SUITE PAGE 2

PERTINAX nous câble :

La France souhaite *l'occupation provisoire* de l'Indochine par les Anglais

WASHINGTON, 23 août. — De la tournure générale prise par la conversation de la Maison Blanche, on ne pourra parler que demain. Cette conversation est encore en cours. Qu'il suffise de dire que le général de Gaulle trouve ici un accueil cordial, que le président Truman, le secrétaire d'Etat James F. Byrnes et ceux qui les entourent désirent relever le ton des relations franco-américaines. Les journaux ont publié des articles de bienvenue dont il n'y a qu'à se féliciter.

Il a bien été possible de noter çà et là des allusions aux anciennes controverses. Par exemple, l'affaire de la vallée d'Aoste a été évoquée brièvement par deux ou trois commentateurs. Jusqu'ici, elle n'avait pas percé; elle avait été passée sous silence. Certes, l'intention ou plutôt la velléité de nous rappeler à l'ordre est indéniable, mais elle se perd dans la masse des articles.

Signature de la capitulation

Voici quelques renseignements complémentaires sur les grandes questions discutées en ce moment même par le chef du gouvernement français et son hôte américain. Il a été écrit hier dans cette correspondance qu'à la signature de la capitulation japonaise les Français ne figureraient qu'au rang des spectateurs à côté des Hollandais, des Australiens et des Néo-Zélandais. Une dépêche

1 SUITE PAGE 2

Les négociations secrètes Roosevelt-de Gaulle dévoilées

LA FRANCE DEMANDERA AUX U.S.A. LA RÉCIPROCITÉ POUR L'USAGE DES BASES STRATÉGIQUES

Le câble de Georges-Henri MARTIN

WASHINGTON, 23 août (via Radio-France).

LE correspondant diplomatique du New York Times à Washington, James Reston, passant en revue les relations franco-américaines, fait certaines révélations.

C'est ainsi, nous apprend-il, que Roosevelt, au début de l'année, envoya son conseiller intime Harry Hopkins à Paris pour y parler au général de Gaulle d'une entente franco-américaine. Une entente, soulignait Roosevelt de sa propre main « qui prit en considération un demi-siècle d'amitié dans le futur ».

De la part de Roosevelt, Harry Hopkins offrit au général de Gaulle de participer à la seconde moitié de la conférence de Yalta. De Gaulle refusa. Les entretiens militaires devaient, en effet, occuper la première moitié de la conférence, celle, précisément, à laquelle on s'abstenait de convier le chef du gouvernement français.

L'incident d'Alger

James Reston dévoile également la vérité sur l'incident d'Alger. Le gouvernement français, par l'entremise de M. Bidault et le canal de l'ambassadeur Caffery, fit savoir à M. Roosevelt que le général de Gaulle était prêt à le recevoir à son passage à Paris. Par toute une série de télégrammes détaillés, M. Roosevelt expliqua qu'il ne pourrait pas se rendre à Paris.

On sait que lorsque M. Roosevelt proposa à Charles de Gaulle de le rencontrer à Alger, le général s'excusa de ne pouvoir effectuer ce déplacement.

Invité avant Potsdam

M. Roosevelt mourut peu après. Le général de Gaulle demanda à assister à ses funérailles. Les Américains, piqués, refusèrent.

Plus tard, le président Truman proposa au général de Gaulle de le rencontrer AVANT Potsdam. « J'aurais l'air d'accepter une position secondaire », pensa de Gaulle. Et ce fut à son tour de refuser.

D'où vient l'ostracisme dont souffrit la France à Yalta et à Potsdam ? De Staline, affirme M. Reston. Selon lui, il fallut une vive insistance de la part des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pour que Staline finit par accepter la participation française à l'occupation du Reich, au conseil des cinq ministres des Affaires étrangères et aux négociations de paix avec l'Italie.

Réciprocité dans les bases

Parmi les desiderata que le général de Gaulle exposera au président Truman il s'en trouve un dont on a peu parlé jusqu'ici et qui concerne le rôle important que la France voudrait être appelée à jouer dans le contrôle de la côte méridionale de la Méditerranée. D'autre part, le général de Gaulle compte demander, en échange de facilités accordées à la marine et à l'aviation américaines, dans les bases françaises d'Afrique et de Nouvelle-Calédonie, des avantages analogues dans ses bases américaines

Hier, 16 heures 20 (22 heures 20 à l'heure française), M. Truman vient d'accueillir le général de Gaulle à la Maison-Blanche. — EN HAUT : Le président des Etats-Unis et le président du gouvernement provisoire de la République française écoutent les hymnes nationaux. — EN BAS : la première poignée de main (Truman et de Gaulle ne s'étaient jamais rencontrés).

"Monty" blessé dans un accident d'aviation

Le maréchal Montgomery a été légèrement blessé : son avion, en atterrissant, près d'Oldenbourg, a heurté un arbre et tomba. Les blessures n'empêchèrent pas le maréchal d'inspecter ses troupes, comme prévu.

Le foyer juif de Palestine est reconnu par la Fédération arabe

LE CAIRE, 23 août. — M. Anwar Nachahibi, du bureau de propagande arabe de Londres, a déclaré que la Ligue des nations arabes accepterait de reconnaître le Home National juif de Palestine, tel qu'il existe aujourd'hui ; elle s'oppose à toute nouvelle immigration juive. La Ligue arabe admettrait d'autre part l'internationalisation des lieux saints et spécialement de Jerusalem.

M. Anwar Nachahibi demande qu'à cet effort palestinien pour résoudre le problème juif, corresponde un nouvel effort des pays insuffisamment peuplés de l'empire britannique, comme l'Australie ou le Canada, où des millions de Juifs pourraient être installés.

Les nazis ont assassiné 26 millions de personnes !

LONDRES, 23 août. — Le « News Chronicle » rapporte de source officielle que les nazis ont assassiné au total dans leurs camps de concentration 26 millions de personnes. Ce chiffre formidable, précise le journal, est « aussi exact que possible » et n'est pas susceptible de modifications notables.

Le journal ajoute qu'un certain Maul, qui dirigeait le four crématoire du camp de Dachau, peut être tenu, à lui seul, responsable de la mort de 7 millions de personnes, entre 1940 et 1945.

A Nuremberg, avant le procès des criminels de guerre, la Military Police épure la ville, procède à des vérifications d'identité et arrête tous les suspects.

PIE XI AU MOMENT DE MOURIR S'ÉCRIAIT :

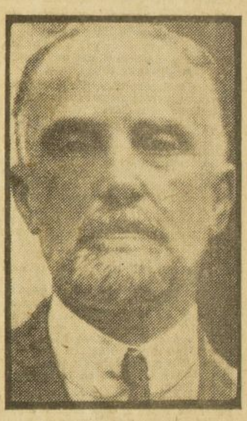
«Docteur, faites-moi vivre encore deux jours

j'ai des choses importantes à dire après-demain »

Envoyé en mission secrète par Daladier, Mgr Verdier avait décidé le Pape à s'adresser aux dictateurs pour tenter d'empêcher la guerre

par le comte SFORZA

ancien ministre des Affaires étrangères et ancien ambassadeur d'Italie à Paris



LE COMTE SFORZA

Une exclusivité **France-soir**

ROME, août 1945.

APRESENT que la guerre est finie partout, en Orient comme en Occident, nous pouvons nous donner le luxe de regarder en arrière. Avec un bilan de cinquante-trois millions de morts et de mille villes d'Italie, de France, de Pologne et d'Angleterre détruites, il est bon que l'on sache certaines tentatives qui eurent lieu en 1939 et en 1940 pour éviter ou circonscrire le conflit.

Ce que je vais révéler aura l'avantage de prouver combien fausse a été la légende que les « antifascistes » poussèrent à la guerre dans l'espoir que l'ouragan ferait effondrer les régimes de Rome et de Berlin. (Si j'ai écrit antifasciste entre guillemets c'est parce j'ai toujours refusé cette appellation, d'abord parce qu'elle était négative, ensuite parce qu'elle était un pléonasme. J'étais un Italien, un Italien ni lâche, ni vantard ; comment aurais-je pu être fasciste ?

Au commencement de 1939 les signes de la volonté de guerre d'Hitler devinrent indéniables pour tous. Il était évident qu'il passerait à l'attaque en été et que le prétexte serait la Pologne: comme un autre pays slave, la Serbie, l'avait été en 1914.

Mais que faire ? Hitler et Mussolini, incapables de tout sentiment d'humanité et de solidarité européenne, auraient pris pour de nouvelles preuves de faiblesse et de crainte toute avance britannique ou française, et ils se seraient de plus en plus persuadés qu'ils n'avaient en face d'eux que des pays finis, comme Mussolini disait toujours entre intimes, surtout après la visite délirante de respect de quelques académiciens.

Mais était-ce une raison pour attendre passivement que la civilisaton chrétienne risquât de s'effondrer ?

J'étais hanté par ces pensées — que tant d'autres auront partagées avec moi — lorsqu'un des premiers jours de janvier 1939, je reçus la visite d'un écrivain catholique italien, pacifiste passionné (et je m'excuse avec lui de le cataloguer sous

3 SUITE PAGE 2

Le Rhin va être rendu à la navigation

Nous apprenons de source sûre que d'ici très peu de temps, le Rhin débarrassé de ses ponts de bateaux, sera rendu à la navigation, tout au moins dans l'immédiat jusqu'à Strasbourg. Ceci permettra l'approvisionnement plus rapide de la France en matières premières allemandes et particulièrement en charbon.

AU COURS DE LA GUERRE

10 MILLIONS DE JAPONAIS victimes des bombardements

Le général Mac Arthur donne ses instructions sur le débarquement

TOKIO, 23 août. — L'agence Domeï communique que, selon les renseignements fournis par le G. Q. G. de la Défense aérienne, le nombre des victimes — tués, blessés et sans abri — des bombardements aériens, au cours de la guerre, s'élève à près de dix millions, ce qui représente un sixième de la population du territoire métropolitain du Japon.

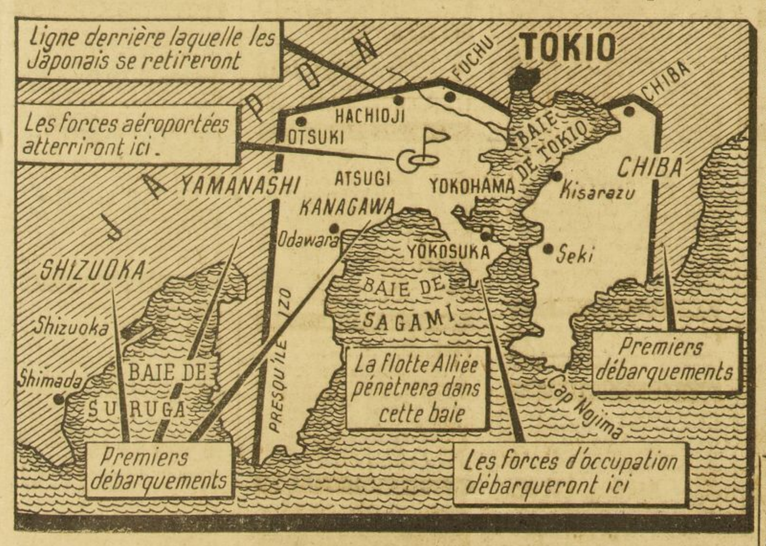
260.000 personnes ont été tuées, dont 90.000 par les bombes atomiques; 412.000 ont été blessées, dont 180.000 par les bombes atomiques, et 9.200.000 restent sans abri. 2.210.000 immeubles ont été complètement détruits ou incendiés et 90.000 partiellement endommagés.

Ces chiffres sont encore incomplets et ils s'élèveront au fur et à mesure des recherches. La presque totalité du territoire métropolitain a été fortement éprouvée par les raids. Seules les préfectures de Sakita, Yamagata, Ishikawa, Nagano, Shiga, Kyoto, Nara, Shimane et Tottori ont relativement peu souffert. Sur les 236 villes du Japon, 44 ont été presque complètement détruites et dans 37 autres, dont Tokio, les destructions atteignent 30 % de leur superficie.

Les avions japonais resteront au sol

MANILLE, 23 août. — Le général Mac Arthur a fait transmettre au gouvernement japonais les instructions suivantes qui devront être observées lors du débarquement des forces alliées.

(Voir la suite en 2e page.)



Les points du Japon où les Alliés débarqueront samedi

Le maire de Glasgow à Paris

BREST, 23 août. — Lord Invercylde, qui est venu remettre les dons de Glasgow à Brest, sa filleule bretonne, se rendra aujourd'hui à Rennes, puis à Paris, par la route.

10.000 TONNES de CHARBON par mois pour que la Presse *puisse paraître normalement*

ET LES MINEURS OFFRENT SPONTANÉMENT DE TRAVAILLER UNE HEURE DE PLUS CHAQUE QUINZAINE POUR LES JOURNAUX

« Dix mille tonnes de charbon par mois seront attribuées par le gouvernement à la fabrication du papier journal », annonça, hier, M. René Pleven, ministre des Finances et de l'Economie nationale, devant les 1.180 invités de la Presse française réunie dans le foyer du Palais de Chaillot en un banquet monstre, auquel assistaient, parmi maintes personnalités, huit ministres en exercice et M. Herriot.

— La C. G. T. a demandé à la Fédération des mineurs de travailler chaque quinzaine une heure de plus pour assurer la production de ce charbon, annonça à son tour M. Louis Saillant, président du C. N. R. et secrétaire de la C. G. T.

C'est par ce coup de théâtre que s'est clôturée la première assemblée nationale de la Presse française, alors que les délégués avaient, durant deux jours, examiné les mesures à prendre pour assurer la liberté et la dignité de la presse menacée par le non approvisionnement des journaux en papier.

D'importantes résolutions

Venus de tous les points de l'horizon politique, de toutes les régions de France, les directeurs de journaux de la nouvelle presse, de la

4 SUITE PAGE 2

Journée de clôture

Comment le Congrès radical a raté hier le dernier métro

Cet après-midi : élection des présidents

Cet après-midi, séance de clôture. Le Congrès radical adoptera la déclaration du parti et procédera à l'élection du nouveau président en remplacement de M. Théodore Steeg qui ne désire pas rester au fauteuil.

Une abondante intervention de M. Herriot sur la politique extérieure a dominé la journée d'hier au Congrès radical. Après avoir réclamé une Autriche forte pour contrebalancer l'influence allemande, le maire de Lyon a conclu que, pour refaire une France puissante et lui rendre sa place dans le monde, il fallait avant tout la rendre fortement républicaine, car c'est sous son vrai visage qu'elle est aimée dans le monde.

En politique économique, les orateurs s'étaient prononcés pour le retour au libéralisme.

La séance de nuit fut houleuse. On y achevait la discussion sur la politique générale.

Un délégué demanda s'il était exact que M. Herriot eût adhéré au M.U.R. Ce groupement avait des attaches avec le communisme, et il faillait que les dirigeants renseignent le parti sur la voie où ils allaient l'engager.

M. Daladier était au bureau et M. Herriot n'était pas là pour répondre, et l'on parla d'autre chose.

Vifs incidents à propos de *Franc-Tireur*, qui avait intitulé un article « *Silence à M. Daladier* ».

— Qu'on chasse immédiatement du parti M. Albert Bayet, demanda le délégué.

— Vous sortez du sujet, répliqua M. Queuille, qui présidait. Déposez une motion, on l'examinera.

Sous les huées quelqu'un s'écria alors :

— Le Congrès doit choisir entre le parti radical de M. Herriot et Munich.

Finalement, M. Anxionnaz communiqua les conclusions de la Commission de politique générale qui demandait aux électeurs de répondre NON aux deux questions du referendum. Quant à la tactique électorale, on attendra pour la fixer de connaître le résultat de la démarche que ne manquerait pas de faire aujourd'hui la C.·G. T. pour réclamer le changement de scrutin.

Ces conclusions furent adoptées en vitesse, à l'unanimité des 50 présents, mais le Congrès avait raté son dernier métro !

La France d'outre-mer

La séance de ce matin a été consacrée à la politique coloniale.

M. Monnerville, président de la commission de la France d'outre-mer à la Consultative demande que soient associés au destin de la France les peuples coloniaux et il rend un vibrant hommage au regretté gouverneur Eboué, cet homme de couleur qui fut dès 1941 en A.E.F. l'animateur de la résistance.

Le rapporteur demande que l'on tienne les promesses de la conférence de Brazzaville : fédération de tous les peuples du domaine français et en Indochine une politique de compréhension en vue d'accorder aux indigènes une plus large autonomie.

Le rapport de M. Monnerville est alors adopté à l'unanimité.

Auparavant, le congrès avait entendu divers orateurs venus plaider pour le droit des déportés, prisonniers et sinistrés. Il s'était prononcé contre l'unification des associations de combattants et victimes de la guerre.

M. Herriot sera président politique du parti radical

Après la réunion de ce matin, M. Edouard Herriot a fait une déclaration dans les couloirs aux militants. Il leur dit qu'il ne pourrait être que président politique du congrès, car ses nombreuses occupations et ses obligations à la mairie de Lyon l'empêchent de s'occuper de l'administration du parti.

Cet après-midi donc, le congrès élira par acclamation M. Edouard Herriot comme son président politique et c'est probablement M. Théodore Steeg, président sortant, qui acceptera la présidence administrative.

L'Assemblée Nationale de la Presse a terminé ses travaux

SUITE 4

presse libre, née le plus souvent dans la clandestinité, sortie au grand jour, il y a juste un an, au moment de la libération, viennent de tenir à Paris leur première assemblée.

Leurs travaux se sont déroulés dans une atmosphère émouvante de dignité et d'unité. Ils ont étudié, avec sang-froid, mais avec résolution, les graves problèmes qui, après douze mois, restent à résoudre, pour assurer définitivement la moralité et la liberté de la presse française.

Après avoir entendu de nombreux orateurs et discuté leurs rapports, l'assemblée nationale de la presse française a pris un certain nombre de résolutions. Elle s'est prononcée :

1. Pour la suppression définitive et la confiscation des biens des journaux qui s'étaient mis au service de l'ennemi (suppression qui n'a bon nombre de couleur politique qui fut dès 1941 en A.E.F. l'animateur de la résistance. actuelle, n'est encore officiellement que provisoire, confiscation dont le principe seulement a été jusqu'ici adopté par le gouvernement !) ;

2. Pour limiter les pouvoirs des séquestres des anciens journaux dans les immeubles desquels est installée aujourd'hui la nouvelle presse ;

3. Pour l'adoption rapide d'un Statut de la presse, afin d'empêcher la réparution de journaux soumis aux puissances d'argent, ou subventionnés par des gouvernements, quels qu'ils soient ;

4. Pour assurer la distribution indépendante des journaux uniquement par des messageries constituées et gérées par des groupes de publications ;

5. Pour la suppression de l'autorisation préalable, actuellement nécessaire pour la parution de nouveaux journaux ;

6. Pour la modification de l'agence Havas et la création d'une Coopérative de publicité presse (cette résolution fut la seule à ne pas être adoptée à l'unanimité, mais par 68 voix contre 10 et 19 abstentions).

7. Pour la transformation immédiate de l'Agence France-Presse d'agence d'information d'Etat en agence coopérative.

Les scandales du papier

Mais c'est la question de l'approvisionnement en papier-journal qui a le plus retenu l'attention des congressistes.

Dans un rapport serré, où s'accumulaient les faits, M. Aristide Blank avait résumé la situation critique. Il avait montré comment les pouvoirs publics en n'assurant pas à temps l'importation du papier-journal, en refusant même parfois les concours alliés qu'on nous offrait (2.000 tonnes refusées aux directeurs des journaux anglais, à la veille de la réduction générale du format ou du tirage de nos journaux), en refusant de remettre en marche les usines françaises (ce mois-ci, elles n'ont produit que 5 0/0 de la production d'avant guerre, alors que toutes ces usines sont en parfait état et que toutes les autres industries, sans exception, ont repris un pourcentage d'activité bien supérieur), en multipliant les autorisations de paraître de nouveaux journaux (rien que pour Paris, le nombre des quotidiens a passé, de janvier 1945 à aujourd'hui, de 18 à 31, ceux des hebdomadaires de 40 à 108 !), s'étaient mis dans la situation de marchander au jour le jour à la presse le papier dont elle avait besoin pour paraître normalement, faisant peser ainsi sur cette presse une contrainte intolérable pour un pays démocratique.

L'Assemblée, à l'unanimité, avait alors décidé de demander la désignation d'un Commissaire au papier journal, nommé et agissant en accord avec la Fédération de la Presse, doté de tous pouvoirs pour la production et l'importation, en attendant la constitution d'un groupement corporatif chargé de tous les achats de papier de presse à l'étranger.

Par ailleurs, l'Assemblée avait décidé que la presse parisienne et de province ne paraîtrait plus désormais que sur grand format, s'engageant « à poursuivre son action dans ce but avec une solidarité totale dans tout le pays. »

Tous les convives se retrouvèrent ensuite dans le grand hall du Palais de Chaillot, sans se douter de la surprise qui les attendaient..

Ajoutons que la presse française a décidé la publication et l'affichage dans toute la France d'un manifeste pour inviter le public à collaborer avec elle à l'édification définitive d'une presse libre, et qu'on apprit que le général Billotte (il semble être non seulement un grand soldat mais aussi un bon administrateur) s'était préoccupé de faire approvisionner la presse française avec les stocks de bois et de papier saisis en Rhenanie occupée par nos troupes.

En dernière heure, on apprend que c'est la Fédération des mineurs qui avait spontanément offert de travailler deux heures de plus par mois pour extraire le charbon nécessaire à la fabrication du papier journal.

MAC ARTHUR donne ses instructions pour le débarquement

(Suite de la première page.)

Les autorités civiles et militaires japonaises devront veiller à ce que les avions japonais restent au sol. Cependant, certaines missions urgentes ayant trait à la reddition pourront être effectuées par des pilotes nippons, même armés. Les navires de guerre et marchands devront rester à l'ancre. Les bâtiments japonais en mer seront tenus de signaler leur position à la station de radio américaine, britannique ou soviétique la plus proche. Les sous-marins devront rester en surface et arborer les fanions de la reddition. La base de Yokosuka devra être préparée en vue du débarquement des forces alliées; les troupes japonaises seront évacuées de cette région.

Les Japonais devront procéder au retrait de toutes les mines, de façon à assurer le mouvement des navires dans la baie de Tokio. Les autorités japonaises se chargeront de maintenir l'ordre dans le Japon métropolitain et de garantir la sécurité et le bien-être des prisonniers et internés alliés.

Ces instructions seront applicables à partir de demain vendredi.

Un communiqué officiel du général Mac Arthur annonce que la capitulation nippone sera signée à bord du cuirassé « Missouri », qui entrera dans la baie de Tokio.

Les Chinois participeront à la capitulation japonaise en Mandchourie

TCHOUNG-KING, 23 août. — Deux généraux chinois seront délégués par le maréchal Tchang-Kaï-Chek pour recevoir, concurremment avec les commandants en chef soviétiques, la capitulation des armées japonaises de Mandchourie.

Les membres de l'état-major nippon accueilleront le général Mac Arthur

WASHINGTON, 23 août. — Le général Mac Arthur a ordonné que des membres de l'état-major nippon soient présents lors de son arrivée sur l'aérodrome de Tokio, mardi prochain.

Fin des hostilités en Birmanie

RANGOON, 23 août. — Le général Kimura, commandant en chef des forces japonaises de Birmanie, a donné à ses troupes l'ordre de cesser le feu.

Les Russes ont repris Port-Arthur

MOSCOU, 23 août. — Le communiqué soviétique annonce que les troupes aéroportées de l'armée rouge ont atterri à Port-Arthur et à Dairen.

A Kharbine, en Mandchourie, l'armée japonaise du Chang-Toung s'est rendue aux Russes. Le nombre des prisonniers japonais dans cette région dépasse 250.000.

Les Anglais reviennent à Singapour

RANGOON, 23 août. — Il est confirmé que le commandant en chef des forces japonaises de Malaisie, installé à Singapour, a maintenant reçu l'ordre de capitulation. La flotte anglaise de l'océan Indien est sous pression et va pénétrer dans le détroit de Malacca dès demain.

CHANDRA BOSE est mort

MANILLE, 23 août. — La radio de Tokio annonce que l'ancien leader nationaliste hindou Subhas Chandra Bose est décédé dimanche dans un hôpital au Japon.

Chandra Bose avait mené une activité contre la domination britannique sur l'Inde. Il avait fait de nombreux séjours à Berlin, où il était, bien entendu, l'enfant chéri des nazis. Les Japonais fondaient aussi de grands espoirs sur lui. Il était le protégé de Toyama, le chef du « Dragon Noir ».

MICHEL DE ROUMANIE demande l'aide des Alliés pour former son gouvernement

BUCAREST, 23 août. — Le roi Michel de Roumanie a demandé l'aide des gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de l'U. R. S. S. pour former un nouveau gouvernement.

Cette demande est étudiée à l'heure actuelle par le gouvernement britannique.

M. Byrnes, secrétaire d'Etat, a déclaré qu'il n'est pas possible aux Etats-Unis de reprendre les relations diplomatiques avec la Roumanie avant que la situation politique dans ce pays évolue : le gouvernement roumain ne présente pas un gouvernement suffisamment démocratique.

M. Byrnes a déclaré que les autorités soviétiques ont interdit l'accès de Bucarest à quatre journalistes américains. Une protestation a été faite, cette interdiction étant contraire aux accords de Potsdam.

Baisse générale des prix... ...en U.R.S.S.

MOSCOU, 23 août. — Un nouveau barème des prix entrera en vigueur à partir d'aujourd'hui en U.R.S.S. Une réduction générale des prix de 16 à 35 % a en effet été décrétée par le gouvernement. Elle porte notamment sur les denrées alimentaires ainsi que sur les objets de consommation courante tels que vêtements, chaussures, ustensiles de ménage, etc.

LE NÉGUS veut sa part des colonies italiennes

ADDIS-ABEBA, 23 août. — Le gouvernement d'Haïlé Selassié veut réclamer la reconnaissance pleine et entière de la souveraineté de l'Ethiopie sur les territoires précédemment occupés par les Italiens en bordure de l'empire éthiopien.

LES SPECTACLES

TOUS LES JOURS

VENEZ DANSER

Cadre agréable. Salle climatisée

AU MASSIF CENTRAL

44, rue Bastroi (Métro Voltaire)

Durant les fêtes de la Libération *Vendredi, Samedi, Dimanche*

GRANDS BALS DE NUIT

TABARIN

Réouverture

Ce soir, JEUDI, à 21 h.

avec

« LA JOIE RENAIT »

Le fameux French Cancan

Tous les soirs, de 21 h. à 1 h. du mat.

Retenez votre table. TRI. 25-16

AOUT 1944 AOUT 1945

PROGRAMME ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION DE PARIS

ESPOIR

D'ANDRÉ MALRAUX

CINÉ-PRESSE PLACE CLICHY AV. DES TERNES BOUL. RASPAIL AV. DE LA RÉPUBLIQUE

RADIO-CITÉ MONTPARNASSE

et CAMERA SOUS LA BOTTE sensationnel !

POUR RECONSTRUIRE LA FRANCE

BONS DE LA LIBÉRATION

à intérêt progressif

On demande nouvelles de **Charles TREPEL**, né le 21 sep. 1908, Odessa (Russie), capitaine extra-temporaire, détaché à la marine, 1er bataillon de fusiliers marins, Kommando n° 10 (Forces nat. franç. en Gr.-Bretagne).

France-soir

Fondateur : Philippe VIANNAY ; directeurs : Robert SALMON, J. D. JURGENSEN, A. BLANK.

Tirage du 22 août : 311.370 ex.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués M. Mary, imprimeur, 100, rue Réaumur.

"La France première amie de l'Amérique"

déclare M. Truman au dîner de la Maison Blanche

SUITE 2

mais vu. Inaperçu de la foule, il quitte, lui aussi, le terrain, remettant à plus tard ses effusions que le père et le fils trouveraient déplacées ici.

Le cortège franchit le Potomac aux eaux boueuses ; il entre dans Washington précédé d'une escorte de police motorisée. Aux arbres pendent encore des serpentins, vestiges des réjouissances qui ont salué la capitulation japonaise. Une foule de curieux attend le général devant l'entrée principale de la Maison-Blanche. Mais les grilles sont restées obstinément fermées. On repeint la façade et cette illustre maison, des échafaudages en encombrent le porche, et l'on a fait entrer le général de Gaulle par le parc, derrière la Maison-Blanche.

Dans le salon rouge : deux portraits et un tapis d'Aubusson

Le chef du gouvernement français est aussitôt introduit dans le célèbre salon rouge. Cette pièce historique est tendue de damas rouge, sur lequel se détachent deux grandes peintures représentant les anciens présidents Grover Cleveland et Théodore Roosevelt. Les fauteuils et les canapés sont recouverts aussi de damas rouge. Rouges également sont les tentures des fenêtres. Par terre est étendu un énorme tapis d'Aubusson. C'est là qu'eut lieu la première des conversations qui vont se succéder pendant trois jours.

Aucun programme n'a été définitivement arrêté à l'avance pour les entretiens des deux chefs d'Etat.

Le général a ensuite dîné à la Maison-Blanche, où il a passé sa première nuit à Washington.

La tradition de la Maison-Blanche veut que des plats simples et typiquement américains soient servis au cours des dîners officiels. Le dîner qui a été offert hier soir a compris, par conséquent, des mets auxquels les Européens ne sont pas habitués : mais espagnol en épis, dindonneau sur lit de gelée de raisin, purée de patates douces, ice cream et café sans liqueurs.

Le menu était dans le goût du dîner officiel offert par le président Truman au généralissime Staline à Potsdam et rappelait les « Hot Dogs » que le président Roosevelt a offerts au roi George, en 1939, lors d'une fête champêtre (le traditionnel « barbecue »), dans sa résidence de Hyde Park.

A l'issue du dîner, M. Truman a porté un toast à « la première amie de l'Amérique : la France ».

Le général de Gaulle a répondu en levant son verre à l'amitié franco-américaine, plus nécessaire que jamais.

Le président Truman a fait la surprise d'offrir le champagne à ses hôtes.

C'est le général Marshall qui a quitté le premier la Maison-Blanche à l'issue du dîner, qui s'est terminé à 21 h. 45.

Immédiatement après, le général de Gaulle, MM. Truman, Bidault, Bonnet, Byrnes et toutes les personnes qui avaient participé aux premières conversations se sont retirées pour un nouvel entretien.

Après le dîner officiel, le général de Gaulle a passé sa première nuit à la Maison Blanche, conformément aux traditions du protocole américain pour les chefs d'Etat étrangers invités par le président des Etats-Unis.

Confortable résidence pour hôtes de marque

M. Georges Bidault et le général Juin sont descendus à Blair House. C'est à quelques pas de la Maison-Blanche, une jolie résidence que le gouvernement américain a acquise en 1942, pour y recevoir ses hôtes de marque. Sa façade crème aux volets verts, son perron surmonté d'un joli lampadaire en fer rouge, ne donnent qu'une faible idée de l'élégance et du goût avec lesquels à l'intérieur ce vieil hôtel particulier est meublé. Il appartenait, au siècle dernier, à Francis Preston Blair, un des hommes politiques influents de l'époque. Il est resté, jusqu'il y a trois ans, dans la famille Blair. Le gouvernement américain l'a acheté avec tout son mobilier et ses collections. Il a engagé également Mrs Gainey, la vieille gouvernante, au service des Blair depuis trente ans, qui se fait un point d'honneur de recevoir dans ce cadre de style colonial, les invités de l'Oncle Sam, avec toute la distinction et le confort dont elle cherchait à entourer les amis de ses anciens patrons.

C'est là que le général de Gaulle passera le reste de son séjour à Washington. Il occupera l'appartement du premier étage avec son aide de camp, M. Bidault et le général Juin se partageront le deuxième étage. On se montre les lits à colonnes qu'ils occuperont, non dans un esprit de curiosité vulgaire, mais parce que ce sont des pièces de collection. Seul, M. Bidault disposera d'un lit moderne.

Comme on ne peut loger dans la maison Blair que huit personnes, le reste de la suite du général de Gaulle a été installé dans une villa jumelle attenante à celle-ci, appelée « Blais Lee House », que le gouvernement américain a acquise en même temps que la première et dont l'atmosphère est identique. Les deux maisons communiquent par un jardinet intérieur au fond duquel des plantes grimpantes masquent la maisonnette en briques qui servait, autrefois, de logement aux esclaves attachés au service de la famille Blair. Elles sont toutes deux pourvues d'un système de réfrigération électrique.

Mais à l'abri des regards indiscrets, le général et son entourage pourront poursuivre leurs conversations en plein air, confortablement assis sur les fauteuils de jardin, dans la fraîcheur de la nuit.

Une journée chargée

A 10 heures ce matin, le général s'est rendu au cimetière d'Arlington pour y déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. Puis il doit recevoir, dans le courant de la journée, les chefs des missions françaises, entre autres M. Jean Monnet, commissaire général à l'approvisionnement.

A 20 heures, un dîner sera offert par M. Byrnes, secrétaire d'Etat, à l'hôtel Mayflower.

Enfin, une nouvelle conversation est prévue dans la journée avec le président Truman.

Pendant son séjour à Washington, le général remettra les insignes de grand'croix de la Légion d'honneur aux généraux Marshall et Arnold et aux amiraux Leahy et King.

Pierre DENOYER.

Suite du câble de PERTINAX

SUITE 1

Pour l'instant, notre revendication majeure concerne la zone d'opérations attribuée à l'armée chinoise : toute la partie de notre colonie située au nord du 16e parallèle, de la côte d'Annam à l'intersection des frontières de la Chine, du Laos et de la Birmanie. L'entrée massive de troupes chinoises en Indochine ne pourrait qu'attiédre gravement et peut-être durablement notre prestige qui a déjà beaucoup souffert. Mieux vaudrait que notre possession tout entière devint zone d'opération britannique, puisque les contingents dont nous disposons à proximité, en Chine et en Birmanie, sont numériquement très faibles — probablement moins de 7.000 hommes — et qu'il nous faut avoir un supplément. Les vues du commandement anglais rencontrent les nôtres.

Problèmes économiques

Quant à la contribution américaine au rétablissement économique de la France, voici en termes plus explicites comment se présente le problème. La fin des livraisons de « prêt-bail » ne supprime pas l'accord franco-américain du 28 février. Le gouvernement de Washington ne pense pas à retenir les matières premières, produits alimntaires, outillages d'usine, etc., reçus par nous jusqu'ici en vertu de la loi de « prêt-bail », mais que nous sommes autorisés à acquérir à des conditions avantageuses le jour où la susdite loi cesse de jouer. Cependant, l'accord de février doit être remanié, être transformé en un contrat liant le gouvernement français et l'Export Import Bank, institution d'Etat à laquelle un récent acte législatif permet d'accorder des emprunts plus larges que par le passé. La difficulté, c'est que tout ce qui nous était alloué sous le couvert de loi de « prêt-bail » n'est pas susceptible de nous être vendu à crédit. Il y a là une perte à prévenir ou une récupération à opérer.

Charbon, main-d'œuvre

Nous recevons du charbon américain par centaines de milliers de tonnes chaque mois et nous voudrions que cet apport augmentât encore. Dans le programme de nos négociateurs, le charbon est inscrit en tête de liste.

Une autre question financière est à découvrir. La loi Johnson opposable aux pays qui n'ont pas payé leurs dettes de 1914-1918, à la France comme à l'Angleterre, ne nous laisse que le recours à l'Export Import Bank, déjà surchargée, et à l'Institution de crédit prévue dans les accords de Bretton Woods, qui ne le sera pas moins.

Dans nos demandes, la main-d'œuvre allemande est affectée d'un coefficient d'urgence comparable à celui du charbon. A Potsdam, Anglais et Américains ont préféré ne pas se commettre sur ce mode de réparations, par crainte de leurs syndicats, prompts à s'alarmer ; à crier aux travaux forcés. Un projet de convention avait été rédigé, imposant certains engagements aux gouvernements désireux d'employer des travailleurs allemands. Londres et Washington ont jugé plus expédient de fermer les yeux sur les procédés employés par les Russes en la matière. Nous n'entendons pas être sacrifiés aux préjugés ou aux intérêts des Trade Unions.

PERTINAX.

L'AMIRAL Thierry d'Argenlieu RÉPOND au Foreign Office

L'amiral Thierry d'Argenlieu, haut commissaire de France pour l'Indochine, commandant en chef des forces terrestres, navales et aériennes, a traité des problèmes indochinois au cours d'une conférence où étaient réunis ce matin les représentants de la presse française et étrangère.

Le Foreign Office ayant estimé que les autorités françaises n'étaient pas pour le moment en mesure d'assumer les responsabilités de l'administration du territoire indochinois, les déclarations de l'amiral avaient aujourd'hui un poids particulier.

Certes, la France a là-bas, dit-il en substance, une tâche complexe, obscure et difficile. Il nous faut faire beaucoup avec peu... Mais n'est-ce pas ainsi que se réalisent les grandes œuvres ?...

Pour mener à bien sa tâche conforme à la charte des Nations Unies, la France espère n'être pas laissée dans la solitude ; elle désire être aidée toutefois pour autant que cette aide ne s'oppose pas à ses intérêts supérieurs en Indochine.

A la veille du débarquement, rappelle alors avec à propos l'amiral Thierry d'Argenlieu, une propagande subtile affirmait que la France ne saurait se gouverner elle-même... La preuve du contraire a été, je crois, suffisamment donnée... Il en sera de même pour l'Indochine.

Le gouverneur du Yun-Nan souhaite que les Français reviennent en Indochine

(DU CORRESPONDANT DE L'A.F.P.)

TCHOUNG-KING, 23 août. — Le général Lou Han, désigné pour recevoir la capitulation japonaise en Chine, commande, les forces de la province du Yun-Nan et l'armée chinoise du Sud.

En qualité de commandant des forces du Yun-Nan, le général Lou Han est placé sous l'autorité du gouvernement provincial dirigé par M. Lung Tun. Celui-ci a exprimé souvent des sentiments nettement favorables à la France et a notamment souhaité voir les Français retourner en Indochine.

Des faussaires ont fabriqué des billets pour plusieurs dizaines de millions

Les policiers de Seine-et-Marne étaient depuis quelques jours sur les traces de dangereux faussaires.

Hier matin, ils cernèrent la villa de l'un d'eux, à Romainville. Celui-ci fit feu à plusieurs reprises sur les policiers.

Le commissaire de police, M. Petit, et les inspecteurs des Lilas accoururent pour prêter main forte à leurs collègues. Le bandit, tira par deux fois sur M. Petit qui, par miracle, ne fut pas atteint. Assiégé par des forces importantes, le faussaire finit par se rendre.

La perquisition a été fructueuse. Plusieurs dizaines de millions en faux billets de mille francs, un important matériel et un véritable arsenal : mitrailllettes, revolvers, munitions, etc...

Aujourd'hui au Tremblay

PRIX OXFORD

1. **L'Avelonnette** 108 ..... G. 80
— C. Sautour ..... P. 26
2. Evelyne II 113 Bertiglia.. P. 31
3. M. d'Hôtel 111 Dufour .. P. 75

Non placés : 102, 105, 109, 107, 110, 112.

PRIX ISOLA BELLA

1. **Fair Chance** 210 ..... G. 115
— C. Bouillon ..... P. 32
2. Rénovateur 203 A. Head P. 21
3. Ebie 202 J. Babinot ..... P. 31

N. pl. : 207, 206, 209, 211, 214, 215, 216, 219, 218.

Pétain, Bonnard et Déat radiés de la Légion d'honneur

Le « Journal officiel » a publié ce matin des arrêtés rayant des matricules de la Légion d'honneur et des contrôles de la médaille militaire, l'ex-maréchal Pétain, Abel Bonnard et Marcel Déat, anciens ministres du gouvernement de Vichy.

Le métro sera prolongé jusqu'à 1 h. 15 dans la nuit de dimanche à lundi

Pour commémorer les fêtes de la Libération, le métro sera prolongé jusqu'à 1 h. 15 dans la nuit de dimanche à lundi. A cette heure, les dernières rames arriveront dans les terminus.

RAVITAILLEMENT

POMMES DE TERRE. — 1 kilo contre n° 59. Le ticket n° 57 sera périmé le 25 août.

BANANES SECHEES. — Contre ticket DW d'août : 250 gr. aux E, J, M. C. et V dans la mesure des stocks restant disponibles chez les détaillants, quatre jours après la mise en vente aux catégories J 2 et J 3, préalablement bénéficiaires.

LENTILLES. — Le ticket DF de juillet, validé pour une distribution de lentilles, est prorogé jusqu'au 10 septembre.

CHARBON. — Une seconde attribution de 100 kilos par foyer de 2 ou 3 personnes, et de 150 kilos par foyer de 4 ou 5 personnes, etc..., est prévue. Ces distributions, ainsi que la précédente, s'échelonneront sur environ trois mois. Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser aux mairies.

MARTINICO GONZALES le téméraire entraîne maintenant onze... chevaux !

VOUS vous souvenez de Martinico Gonzalès !

Ce portier du Red Star qui, en 1938, donnait le frisson aux foules des stades par son audace, sa témérité dans ses arrêts plongés au milieu des jambes des attaquants les plus dangereux.

Nous l'avons retrouvé et il a retrouvé le temple de ses exploits : le stade de Paris.

Car il n'y a pas de spectateur plus assidu à... l'entraînement du Red Star.

Il vient y voir les progrès de

ses protégés : les trois Nord-Africains récemment arrivés en France. C'est d'ailleurs lui qui les a décidés à venir.

Martinico, hier, nous contait ce qu'il avait fait depuis 1938. Sans se faire prier, car c'est un grand bavard.

En 1939, rappelez-vous, j'ai quitté le Red Star pour l'Excelsior. Mobilisé bientôt, je rejoignais mon régiment de tirailleurs à Meknès.

Je suis resté en Afrique du Nord depuis.

Pendant quatre ans j'ai entraîné l'U.S. Maroc, qui fut champion et vainqueur de la Coupe.

— Votre gardien de but était bien conseillé !

— D'autant mieux, nous répond Martin en riant, que c'était moi. Je n'ai raccroché qu'en 1943. Ce ne sont pas les joueurs qui manquent pourtant, mais j'aime tellement le football !

« L'Afrique du Nord est une magnifique pépinière de joueurs. La métropole en profite largement d'ailleurs.

« Pensez donc, rien qu'à Casa, il y a dix équipes de football. Et des joueurs de valeur. De la classe de Madani, Hamiri, Kadmiri...

— Vous jouez plus, mais vous êtes toujours entraîneur ?

— Oui, mais l'entraîne maintenant les chevaux. C'est aussi un peu pour cela que je suis venu à Paris. Je compte y trouver un « prix à réclamer » intéressant.

— Votre équipe, pardon, votre écurie est imposante ?

— Ne vous moquez pas, c'est très sérieux. J'ai onze chevaux sous mes ordres, dont le fameux Azur qui a gagné toutes les courses disputées.

Et bientôt, j'espère posséder une écurie bien à moi !

Mais Martinico nous quitte. L'entraînement du Red Star est terminé.

Il va rejoindre ses trois protégés au vestiaire...

René COTTEAUX.

André GEORGES et CAZA finalistes du championnat de plongeons

LES éliminatoires du championnat de France de plongeon au tremplin se sont disputées ce matin, au stade des Tourelles. Le mauvais temps a nui quelque peu à la qualité des sauts exécutés. Voici les qualifiés pour la finale, qui aura lieu cet après-midi, à 15 heures.

Outre Raymond Mullinghausen, qualifié d'office étant le meilleur plongeur de l'année dernière, les autres sont les suivants : André Georges (S.C.U.F.) 117.79; Cazaumayou (S. C. U. F.) 108.47; Massa (O.G.C. Nice), 101.73; Barduoni (S. C. U. F.), 98.18.

Parmi les meilleurs plongeurs régionaux, citons : Guilbert, de Bordeaux, qui s'est classé septième derrière Noury, de l'U.S. Métro.

Faiblarde, la défense de Marseille !

Pour son match de samedi au Parc, le R.C. Paris prévoit l'équipe suivante : Molinuevo ; Dupuis, Salva ; Samuel, Jordan, Lamy ; Philippot, Suprina, Quenolle, Gabey, Mathé.

Marseille, de son côté, annonce : Pardigon ; Dahan, Hadidji ; Franceschi, Bastien, Pirenti ; Dard, Scotti, de Mattéo, Griffin.

Ce dernier vient d'Arles et s'est montré brillant à l'entraînement. Mais avec cette défense, Marseille doit prendre des buts.

Maurice Sarraut était au courant

Puis-je ajouter que le seul Français à qui je parlai de ma conversation avec Daladier fut Maurice Sarraut, directeur de la « Dépêche de Toulouse » où j'écrivais alors deux articles par mois, et que cet homme austère que les bonnes châtelaines du Languedoc s'imaginaient un truculent mangeur de curés me dit seulement : « Comme c'est bien ! Je vais chez Daladier lui recommander de ne pas tarder à envoyer Verdier à Rome : tant mieux si le Pape peut faire quelque chose ».

Ainsi deux grands personnages de la République, un cardinal au cœur généreux et un ou deux Italiens se trouvèrent d'accord pour tout essayer afin d'éviter le désastre universel qu'ils pressentaient.

J'écris au roi

Lorsqu'il devint évident que le Reich allemand, unanime derrière Hitler, allait tout miser sur l'aventure si insolemment commencée en 1938, il ne me resta qu'à espérer que l'Italie ne fût pas entraînée dans la plus horrible des entreprises. Je fis tout mon possible d'abord avec certains projets que j'expliquai en vain à M. Georges Bonnet et, plus tard, le 30 mai 1940, en écrivant au roi d'Italie, dans une longue lettre que je lui envoyai de Sainte-Marguerite, près de Toulon, les raisons qui me rendaient sûr de la victoire finale des démocraties.

Victor-Emmanuel ne me répondit pas et, dix jours après, il signa les déclarations de guerre contre la France et contre la Grande-Bretagne.

Lorsqu'en novembre 1943, il m'offrit de former un cabinet, je lui répondis que j'étais prêt à accepter, à une seule condition : son abdication, seul moyen de prouver qu'une Italie nouvelle commençait.

Pendant ces brèves négociations, je demandai au duc d'Acquarone, ministre de la maison royale qui me portait les messages du roi, pourquoi celui-ci n'avait pas répondu à ma lettre de 1940 :

— Que voulez-vous — telle fut la réponse d'Acquarone — il était si mathématiquement sûr que l'Allemagne allait conquérir le monde...

Copyright by « France-soir », A.E.P. and comte Sforza.

Le pape Pie XI voulait empêcher la guerre

(Suite de l'article du comte Sforza)

un nom en « iste », si inadéquat pour des âmes nobles et complexes). Il me demanda, de la part aussi du cardinal Verdier qui avait pour lui une affection paternelle, ce que je pensais de l'idée d'une démarche suprême du Pape Pie XI auprès des deux dictateurs, et, au cas où l'idée me plairait, si je consentirais à en parler au Président du Conseil français ?

Pendant le conclave, la situation internationale s'aggrava encore, et d'ailleurs un nouveau Pape ne pouvait pas intervenir ce qui était relativement facile pour un vieillard déjà presque dans l'au-delà.

Mais Martinico nous quitte. L'entraînement du Red Star est terminé.

Il va rejoindre ses trois protégés au vestiaire...

René COTTEAUX.

André GEORGES et CAZA finalistes du championnat de plongeons

LES éliminatoires du championnat de France de plongeon au tremplin se sont disputées ce matin, au stade des Tourelles. Le mauvais temps a nui quelque peu à la qualité des sauts exécutés. Voici les qualifiés pour la finale, qui aura lieu cet après-midi, à 15 heures.

Outre Raymond Mullinghausen, qualifié d'office étant le meilleur plongeur de l'année dernière, les autres sont les suivants : André Georges (S.C.U.F.) 117.79; Cazaumayou (S. C. U. F.) 108.47; Massa (O.G.C. Nice), 101.73; Barduoni (S. C. U. F.), 98.18.

Parmi les meilleurs plongeurs régionaux, citons : Guilbert, de Bordeaux, qui s'est classé septième derrière Noury, de l'U.S. Métro.

Quarante mètres avant le fil DURCKFELDT précédant HAEGG

LES championnats de Suède d'athlétisme ont été marqués par deux sensations.

LA PREMIERE : LA DEFAITE D'ARNE ANDERSSON DANS LE 1.500 METRES, défaite due au surentraînement et à la fatigue consécutive aux déplacements de l'ex-recordman du monde en Suisse et en Angleterre.

LA DEUXIEME : LA PÉNIBLE VICTOIRE DE GUNDER HAEGG DANS LE 5.000 METRES gagné d'un poitrine en 14'29" sur l'avantage sur Ahlsen, 3'50"; Gustafsson, 3'50"8/10; Persson, 3'51"8/10; Eriksson, 3'52"2/10; Gundin et Georgsson — révélations du jour — en 3'52"6/10.

Les autres faits notables ont été : le retour en forme de Strandberg, vainqueur du 100 et du 200 m. en 10"7/10 et 21"2/10; la défaite de Ljungren sur 400 m. (48"6/10) par Sjoegren (48"2/10); la grande classe de Liljekvist, vainqueur du 800 mètres (1'51"4/10), devant Stalmberg (1'52"1/10) et Ljungren (1'52"9/10) ; la bonne course de Kristofferson sur 110 haies (14"7/10) derrière Lidman (14"4/10); l'absence de S. Larson, favori du 400 haies.

En concours, les résultats n'ont pas dépassé cette année une bonne moyenne.

G. M.

Les Finlandais confirment leur participation

Les Finlandais ont, ce matin encore, confirmé leur participation. La question délicate de leur retour (les jours de ligne sont complets depuis un mois) a été réglée, grâce à la parfaite compréhension des autorités compétentes. Un avion supplémentaire sera mis en service ce jour-là!

Tout est bien ainsi... car l'abstention des Suisses ne porte qu'un préjudice restreint à l'organisation. Les Belges ont modifié leur équipe dans ce sens : 100 m., Q. et F. Braekman ; 200 m., F. Braekman ; 400 m., von Gaelhen; 800 m., Brancart; 5.000 mètres, Schraewen; 110 haies, P. Braekman et Vandesype.

Du côté français, abstentions probables de Sigonney aux 400 m., Mège, Dacheux, Lunis aux 800 m., de Vernier aux 1.500 m., d'Omnès aux 110 haies, de Lapointe en hauteur. Restent partants possibles, mais encore douteux : Vaimy, Wartelle, Pujazon, Breistroffer.

Dierckfeldt encore en tête à 40 mètres du fil.

Dans le 1.500 m., Strand gagna « grâce à un sprint à la Lovelock » en 3'47"3/10, tandis qu'Andersson, en 3'49"6/10, conservait de peu

Le challenge Géo ANDRE n'émigrera pas...

RUGEL, champion de Suisse du 400 m. haies — meilleure performance : 54 secondes 2/10 — était inscrit pour le challenge Géo André (110 m. haies, 400 m.